La France ne veut pas "démembrer" la RDC, affirme Sarkozy

@rib News, 16/02/2009 - Source AFPLa France n'a aucune volonté de "démembrement" de la République démocratique du Congo (RDC), affirme le président français Nicolas Sarkozy dans une interview parue lundi à Kinshasa, jugeant sans fondement les "procès" qui lui sont faits à ce sujet. "Mais pourquoi me parlez-vous de démembrement? Qui a dit cela? Ai-je jamais dit une telle chose, si contraire aux positions constantes de la France?", lance M. Sarkozy dans cet entretien publié par plusieurs quotidiens congolais, comme on lui demande si Paris "participe au démembrement de la RDC". "La souveraineté de la RDC et l'intangibilité de ses frontières sont des principes sacrés. Si un pays continuera de se battre pour garantir leur plein respect, ce sera bien la France", martèle-t-il. "La France a toujours été, et elle restera toujours un allié fidèle de la RDC (...) Les polémiques n'ont pas lieu d'être et les procès qui nous sont faits sont sans fondement", ajoute-t-il. Le 16 janvier devant le corps diplomatique à Paris, le chef de l'Etat français avait évoqué "la place, la question de l'avenir du Rwanda", pays "à la démographie dynamique et à la superficie petite" et "la question de la RDC, pays à la superficie immense et à l'organisation étrange des richesses frontalières". Il avait plaidé pour une "nouvelle approche" pour régler "de façon globale" les problèmes d'instabilité dans la région des Grands Lacs. Ces propos avaient suscité une vive polémique en RDC, la presse kinoise parlant de projet de "balkanisation" du pays, au centre de guerres régionales en 1996-1997 et 1998-2003. Des parlementaires de l'opposition s'étaient dits hostiles à la prochaine visite du président Sarkozy, "pour autant qu'elle met en danger les intérêts fondamentaux du peuple congolais". Interrogé fin janvier sur les propos de son homologue français, le président congolais Joseph Kabila s'était borné à souligner que "les décisions congolaises se prennent ici, pas à Bruxelles, ni à Paris ou Washington". La date de la visite de Nicolas Sarkozy n'a pas été annoncée officiellement mais elle devrait intervenir fin mars, selon une source diplomatique à Kinshasa. Dans le même entretien, le président français suggère aux pays de la région de renforcer leur coopération. "Les pays de la région, de l'Angola au Burundi, et pourquoi pas à la Tanzanie aussi, pourraient travailler ensemble, comme nous l'avons fait en Europe, pour structurer leurs marchés, organiser des filières agricoles, commerciales et industrielles, introduire davantage de transparence et de règles, développer les ressources énergétiques y compris par des micro-projets, assurer la sécurité alimentaire et sanitaire, faciliter l'accès à l'eau potable protéger le patrimoine naturel, bâtir des infrastructures régionales", avance-t-il.